

AU SOIR D'ALGÉRIE : d'union nationale»

Avec vous, c'est toujours le «oui, mais...» quant aux réformes politiques, au statut des journalistes, au code de la famille, au juge superviseur des élections... Cela procède-t-il d'un excès de prudence compte tenu de la sensibilité du problème ?

Oui, quand une mesure ne nous satisfait qu'à moitié. Mais comme disait Mao Tsé TOUNG, c'est en faisant de petits pas que l'on peut traverser la planète. Je suis de ceux qui apprécient les progrès même lorsqu'ils sont modestes.

Vous savez, Paris ne s'est pas construit en une nuit ni en un jour. Ma stratégie c'est: lorsque l'Etat fait bien, il faut l'encourager à faire mieux.

Dans quelques mois les élections législatives. Quelle est votre appréciation quant à la venue d'observateurs étrangers pour superviser les prochaines élections ? Une concession face aux pressions extérieures et donc une entorse à leur crédibilité si elles n'étaient suivies que par les acteurs nationaux ?

Non, ce n'est pas une concession. Ce sont des parties à l'intérieur du pays qui le demandent. Il faut crédibiliser ces élections sans quoi elles ne serviraient à rien.

Tuer Naegelen(*) 50 ans après l'indépendance ?

«Il y a des pays qui travaillent ouvertement contre le nôtre, notamment à travers les organisations non gouvernementales des droits de l'Homme.»

Absolument, il faut lui couper la tête. Il faut éviter l'abstention, car si les élections ne sont pas crédibles, les gens ne votent pas.

Vous n'êtes pas chaud concernant la désignation des juges à superviser les élections. Y a-t-il un risque de perte de crédibilité pour l'institution judiciaire ?

Parce qu'ils ne sont pas suffisamment nombreux tout simplement. Il y a 4 000 magistrats qui ne pourront pas tout contrôler à eux seuls, c'est impossible.

Vous réclamez «des élections totalement libres et transparentes» et cela signifie pour certains l'arrivée au pouvoir des islamistes comme cela s'est produit en Tunisie, en Libye, au Maroc et en Égypte. Un tel scénario est-il plausible ou inévitable selon vous ?

L'arrivée des islamistes au pouvoir, oui certainement. Pourquoi ? Par réaction à travers un vote sanction. C'est inévitable. Même s'ils n'ont pas le pouvoir, en tout cas ils seront nombreux à l'Assemblée nationale. Vous savez, concernant les

islamistes, il y a deux conditions qu'ils doivent scrupuleusement respecter: qu'ils renoncent à instrumentaliser la religion et à la violence, c'est tout.

Qui garantira qu'ils se soumettront à ces deux conditions ?

«Le principal prédateur des droits de l'Homme, c'est l'Etat, il se trouve aussi que leur principal protecteur, c'est aussi l'Etat.»

Je ne sais pas, le mystère est là. Mais un islamiste qui prêche la vertu, la probité, l'honnêteté pourquoi voulez-vous que je sois contre ? Il doit respecter la démocratie et ses règles.

Visiblement, il y a un effet de mode ou d'entraînement suite aux changements dans les pays voisins. Est-ce cela aussi qui pousse à ouvrir les portes aux islamistes ?

C'est fort possible. Nous ne sommes pas seuls dans l'univers, il y a nécessairement une contagion. Mais j'espère que la société civile se mobilisera et surtout les partis démocrates pour que les islamistes soient représentés mais qu'ils ne soient pas majoritaires. Mais j'ai toujours dit que je ne veux pas que les islamistes soient jetés à la mer. Ce sont des Algériens comme vous et moi même s'ils

«Il y a des pays qui travaillent ouvertement contre le nôtre, notamment à travers les organisations non gouvernementales des droits de l'Homme.»

se trompent ou sont excessifs dans leurs convictions. C'est une composante de la société qu'il faut respecter et à eux de nous respecter s'ils remportent la majorité et c'est leur devoir.

D'ailleurs, vous appelez à l'amnistie générale, la libération de tous les détenus islamistes, la participation des chefs de l'ex-FIS dans le jeu politique à venir sans lesquelles aucune paix n'est possible...

En ce qui concerne les chefs de l'ex-FIS la loi, à travers le référendum sur la Charte de réconciliation nationale, leur interdit de participer aux élections.

Pensez-vous que la participation des anciens de l'ex-FIS peut garantir la paix comme vous l'avez déclaré ?

Encore une fois, s'ils garantissent les deux conditions citées et qu'ils ne monopolisent pas le pouvoir comme cela est arrivé sous d'autres cieux.

Je ne sais pas s'il faille introduire de nouvelles dispositions dans la Charte, c'est une question politique, en l'état actuel des choses, ils ne peuvent pas.

Les islamistes qui gagnent les élections, c'est l'Algérie de demain qui se retrouvera dans le contexte inédit d'une carte politique appelée à être totalement chamboulée ?

Je souhaite que toutes les sensibilités politiques soient représentées, un gouvernement

«Le principal prédateur des droits de l'Homme, c'est l'Etat, il se trouve aussi que leur principal protecteur, c'est aussi l'Etat.»

d'union nationale pour une période de 5 années au cours de laquelle tous les Algériens se mettent ensemble à travailler la main dans la main pour tirer vers le haut ce pays.

Pensez-vous que le contexte soit favorable pour ce que vous proposez ?

Ma conviction est qu'il y a dans ce pays des hommes et des femmes de qualité qui ont l'amour de leur pays et du progrès.

Quels seraient, selon vous, les risques à trop positiver la victoire des islamistes sachant qu'ils ne se sont pas exprimés sur les sujets sensibles que vous avez évoqués ?

En politique, il n'y a pas de risque zéro. J'espère qu'ils auront suffisamment d'amour pour le pays pour éviter les dérapages que nous avons vécus dans les années 90. De quoi rêvent les pays occidentaux ? C'est de voir tous les pays arabes gouvernés par les islamistes, ainsi ils auront la partie gagnée définitivement.

Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Rappelez-vous avec quelle chaleur les islamistes de l'ex-FIS ont été accueillis notamment en Europe, les islamistes de Tunisie...

Pourquoi ?

Cela leur simplifie l'existence...

«De quoi rêvent les pays occidentaux ? C'est de voir tous les pays arabes gouvernés par les islamistes, ainsi ils auront la partie gagnée définitivement.»

Ce qui veut dire ?

Regardez l'Arabie saoudite, avez-vous entendu un quelconque conflit entre ce pays et les Etats-Unis ou l'Occident ? Ça baigne dans l'huile. Les islamistes font ce qu'ils veulent et les Occidentaux pareil. Croyez-vous que l'Occident voudra pour nous la démocratie ?

Si tel était le cas, ils l'auraient fait en Arabie saoudite, il ne leur viendrait pas l'idée de déranger le roi. Parce que avec les islamistes, ils peuvent se servir

comme ils veulent. Ce qui n'est pas le cas des démocrates. Nous avons, nous, l'ambition de faire avancer le pays. Ceci n'est pas le cas de tous les islamistes, sans vouloir les accuser.

Est-il possible, selon vous, de régler l'équation modernisme-islamisme ?

Oui, c'est possible. Prenons le cas de la Turquie qui avance à grands pas vers la démocratie. Il ne s'agit pas de copier le modèle mais de s'en inspirer.

Que vous inspire Ennahda en Tunisie ?

Pour moi, ce parti peut réussir à condition qu'il renonce à certains excès et respecte la démocratie et soit mu par la volonté d'aller de l'avant. J'aurais souhaité que ce soient les démocrates qui gagnent les élections, mais c'est ainsi.

Maître Ksentini, on n'entend pas vraiment votre Commission quant à la communauté algérienne à l'étranger...

Oui, c'est vrai. Les quelques cas qui nous ont été signalés ce fut dans l'affaire Khalifa parce qu'ils y ont laissé toutes leurs économies. La justice s'est sai-

«L'arrivée des islamistes au pouvoir, oui certainement à travers un vote sanction. C'est inévitable. Même s'ils n'ont pas le pouvoir, en tout cas, ils seront nombreux à l'Assemblée nationale.»

sie du dossier, l'affaire n'est pas encore close. On n'a rien pu faire. Par ailleurs, il y a le ministère de la Solidarité et nous ne pouvons pas nous immiscer dans ses affaires. Mais je peux vous dire que nous considérons nos émigrés comme des déportés volontaires économiques.

Vu la crise en Europe, quels sont les risques qu'encourent nos concitoyens ?

D'abord, ils sont les premiers à en pâtir et sont pris pour cible, notamment par les partis d'extrême droite comme celui de Le

Pen qui leur impute une part de la crise. Cela est faux, mais ils les ciblent de façon injuste, ostensible et impitoyable.

Maître Farouk Ksentini, défenseur par votre métier d'avocat, vous pratiquez l'offensive sur des sujets controversés. Pourriez-vous nous dire avec quels arguments et prédispositions d'esprit vous comptez... attaquer l'année 2012 ?

Je suis d'un naturel optimiste. J'appelle ceux qui nous gouver-

nent, même s'ils connaissent une période tourmentée comme celle-là, à avoir la sagesse à se reprendre et s'attaquer aux problèmes, à réformer en profondeur ce pays.

Le vrai problème, c'est le développement. Nous avons tout pour avancer et nous ne le faisons pas. Il faut transcender cette fatalité.

Et ainsi, les Algériens seront plus optimistes, moins malheureux...

Mais bien sûr. Ce qui me torture, c'est de voir des gens qui ne rient pas, ne sourient pas de 7 heures du matin à 8 heures du soir, qui passent la journée à ressasser leurs problèmes.

«Ya akhi», nous avons tout pour être heureux, être un peuple normal surtout que cette année nous fêtons le 50^e anniversaire de notre indépendance. Quelle est cette fatalité qui fait qu'au lieu d'être les premiers de la classe on est les derniers. Souvent, je pense à deux catégories d'Algériens : ceux qui sont nés pendant la colonisation et qui sont morts dans cette période sans avoir vécu l'indépendance. Ils sont des millions.

«Zadou fel mahna ou matou fel mahna» (Ils sont nés dans la

souffrance et sont morts dans la souffrance).

Ils ont sacrifié leur vie pour ce pays. Nous n'avons pas le droit de le perdre. C'est ça qui est terrible.

Ce qui est terrible aussi, c'est la corruption, la petite mafia, en plus de la grande mafia politico-financière, qui se développe au vu et au su de tous...

C'est indigne de ce pays parce que nous avons des valeurs ancestrales et celles portées par le 1^{er} Novembre 1954.

C'est vrai que j'étais jeune mais j'ai vécu la colonisation, il n'y a rien de plus terrible. Pourquoi nous en sommes là aujourd'hui ?

Parce qu'à l'indépendance, des gens incompetents, mauvais gestionnaires, sont venus et ont pris la direction de ce pays. Que disait le peuple ? Mieux vaut mon frère que le colon «yakoulni ma yablaani» (Il me mangera sans m'avaler). Aujourd'hui, il faut dire «barakate».

B. T.

(*)Marcel-Edmond Naegelen est né le 17 janvier 1892 à Belfort et est décédé le 15 avril 1978 à Paris. Homme politique français, il fut député socialiste, ministre et gouverneur général de l'Algérie 1948 à 1951. Il s'est illustré par le trucage massif des élections à ces deux dates.